

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Dettes intérieure : 241 milliards de francs annulés

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

Le gouvernement poursuit son opération d'assainissement de la dette intérieure. Après avoir annulé près de 100 milliards de francs de fausses dettes, la Taskforce sur la dette intérieure vient de réaliser un nouveau tour de force. Environ 241 milliards de francs CFA de créances douteuses sur 370 milliards de francs audités viennent d'être annulés. Ce qui représente 70 % de la dette auditée. " Au contraire du cabinet PriceWaterHouse qui n'a réalisé qu'un inventaire sur pièces des dettes de l'État, la taskforce va plus loin en allant faire des vérifications de terrain mais aussi en vérifiant que les en-

treprises soient à jour dans le paiement de leurs impôts et charges sociales ", a commenté un haut cadre du ministère du Budget, membre de cette cellule spécialisée. Les principales irrégularités reprochées à ces pseudos créanciers de l'État sont, entre autres : la passation de marchés non conforme (+ de 90 % des marchés étaient passés en gré à gré - l'État a été engagé par des personnes qui n'ont pas autorité à le faire); des surfacturations évidentes; des travaux non effectués, et des fraudes fiscales (impôts) et sociales (CNSS-CNAMGS). " Le but de la Taskforce sur la dette intérieure est avant tout de déceler la véritable dette intérieure et assurer le paiement des dettes réelles de l'État vis-à-vis des entreprises. À travers cette opération, l'État



Siège du Ministère de l'Economie et de la Relance.

démontre sa volonté d'assainissement des finances publiques, de transparence et de bonne gouvernance. Mais également et surtout son désir de lutter contre la fraude en soutenant les entreprises citoyennes qui ont respecté leurs engagements contractuels. Pour preuve,

l'État par le Trésor public a débloqué 4 milliards de francs au profit des petites entreprises pour leur permettre de traverser la période difficile économiquement ", a renchéri, un autre membre de cette cellule spécialisée. Instaurée par l'arrêté N° 006/PR en date du

20 juin 2020, la Taskforce sur le règlement de la dette intérieure est composée d'un pool de techniciens: experts-comptables; techniciens de la Direction générale de la dette; Direction du Trésor; magistrats du parquet de Libreville et agents judiciaires de l'État.

Vaalco Energy: un nouvel investissement de 3 milliards de francs



Les installations de la firme qui produit 13 500 barils par jour au Gabon.

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

La compagnie pétrolière américaine Vaalco Energy annonce qu'elle entamera l'acquisition et le traitement de nouvelles données sismiques 3D au quatrième trimestre 2020. Le coût de l'opération avoisinerait les 5 millions de dollars nets (près de 3 milliards de FCFA) sur le bloc pétrolier Etame marin, situé au large du Gabon. Le financement permettant de soutenir cet investissement sera issu des liquidités liées à l'exploitation et autres fonds disponibles dans le

compte de l'entreprise. Selon les responsables de Vaalco Energy, l'acquisition de ces données sismiques favorisera l'optimisation et la réduction des risques liés aux futurs sites de forage et dans le cadre de l'identification de nouveaux emplacements potentiels sur le terrain. Mieux, la compagnie prévoit que l'étude 3D va procurer une meilleure imagerie des emplacements satellites et identifier les futures opportunités permettant un meilleur développement du bloc Etame marin. À noter que le traitement de cette étude sismique s'achèvera d'ici la fin 2021.

Le Gabon représenté au "Paris Infraweek 2020"

MSM
Libreville/Gabon

Le ministre de l'Économie et de la Relance, Jean-Marie Ogandaga, prend part aux rencontres internationales "Paris Infraweek 2020" qui réunissent du 5 au 9 octobre à Paris des institutionnels, des investisseurs internationaux, acteurs de la finance internationale et des opérateurs économiques.

"Paris Infraweek 2020" constitue une plateforme d'échanges entre les acteurs mondiaux les plus influents dans le domaine des infrastructures sur les évolutions récentes et les tendances clés du financement des infrastructures. Il s'agit, en particulier, de moyens de financement des projets intégrateurs de



Le Paris Infraweek 2020 constitue une importante plateforme d'échanges économiques.

la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac). L'institution sous-régionale y est représentée par une délégation des ministres en charge de l'Économie.

"La participation de la Cémac à cette rencontre s'inscrit dans

le cadre des instructions données par les chefs d'État de la sous-région en vue d'accélérer la mise en œuvre des projets intégrateurs particulièrement dans le domaine des infrastructures", a indiqué le ministre Jean-Marie Ogandaga.